



« Les étrangers viennent tous de Zeus »

PAR JEAN LACOSTE

Ils sont partout dans les rues de nos grandes villes modernes, le clochard de jadis rebaptisé « SDF », l'enfant rom qui joue de l'accordéon, le punk avec son pit-bull, l'infirmier à la tente Quechua, et combien d'autres, une population marginalisée, omniprésente, mais comme invisible, qui suscite souvent, avouons-le, la mauvaise conscience autant que la compassion : nous leur en voulons de nous endurcir, de nous rendre indifférents, de nous faire sentir notre impuissance. Ils mendient en silence... sont-ils pour autant des mendiants ?

ÉTIENNE HELMER

LE DERNIER DES HOMMES

Figures du mendiant en Grèce ancienne
Le Félin, 144 p., 19,90 €

En étudiant les « figures du mendiant en Grèce ancienne » dans un essai original et minutieux, Étienne Helmer nous introduit dans un autre univers, aux valeurs bien différentes des nôtres, malgré leur apparente familiarité, et qui éclaire d'une lumière crue ce que nous sommes devenus et ce dont nous nous sommes éloignés. Ce sont surtout les pauvres – comme s'il y avait une vertu dans la pauvreté – bien plus que l'abjecte misère et la « vie invivable » du mendiant, du *ptóchos*, qui ont intéressé les philosophes grecs, avec la question connexe de l'esclavage. Mais les rares indications qu'Étienne Helmer trouve dans la littérature concernant le mendiant sont exploitées avec une finesse toute philologique.

Le mendiant antique est d'abord un étranger, un vagabond qui erre sans but, un exilé peut-être. C'est en mendiant qu'Œdipe, chassé de Thèbes pour ses crimes, arrive avec sa fille Antigone à Colone (aujourd'hui un quartier d'Athènes) : « cet Œdipe vagabond, qui l'accueillera d'une aumône chétive ? ».

Sophocle marque bien l'ambivalence de cette figure : le mendiant est un étranger, sans bien ni famille, sans lien avec une cité, suspecté d'être un parasite, un « ventre », mais, en même temps, rien ne dit qu'il ne soit quelque dieu déguisé, qu'il faut respecter et craindre d'offenser. Même ambivalence chez Homère : c'est, de fait, déguisé en mendiant qu'Ulysse retrouve Ithaque, pour se venger des prétendants qui entourent son épouse ; et c'est son fidèle porcher Eumée qui, le premier, le reconnaît malgré son déguisement. Le mendiant, par sa requête muette, fait appel au devoir immémorial d'hospitalité. Il fait le geste antique de supplication, toucher le genou. Il oblige.

Cela dit, on peut estimer que c'est Aristophane – l'humoriste de la scène grecque – qui brosse le portrait le plus complexe du mendiant, avec le personnage de Dicoépolis dans *Les Acharniens*. Le comique grec ajoute en effet une dimension matérielle à la figure : Dicoépolis (appelé Justinet dans ma vieille traduction !) est un paysan las de la guerre qui s'habille en mendiant pour plaider en

faveur de la paix devant le chœur des Athéniens. Ce déguisement doit susciter la compassion et mettre en évidence la misère matérielle du petit peuple. Mais dès qu'il a signé cette paix séparée avec Sparte, il ne se préoccupe que de ses intérêts et de ses plaisirs, lors d'une fête à Dionysos.

L'essai d'Étienne Helmer, à méditer, met en lumière les origines de la fragile humanité occidentale, les débuts de la longue histoire des sensibilités qui – indépendamment du christianisme – ont permis de considérer que chaque être humain, en dehors de sa famille, de son clan, de sa cité ou de son État, demeurerait un être humain. Comme dit Nausicaa d'Ulysse, naufragé : « Cet homme n'est qu'un malheureux vagabond, il nous faut l'accueillir : car les mendiants, les étrangers viennent tous de Zeus. »

La question n'est pas de savoir si ces considérations littéraires ont quelque valeur pratique dans les circonstances présentes, dans le dur « monde moderne », elle n'est pas de procéder à une

actualisation grossière... En même temps, on ne peut s'empêcher de songer aux « suppliants parallèles » de Péguy, quand, en 1905, au début de la révolution russe, ce dernier établit une comparaison osée, un long « parallèle » inactuel et troublant, entre l'adresse au tsar de la population de Moscou et le moment où, dans *Œdipe roi*, les Thébains exposent au roi le fléau qui les frappe. Péguy en tire l'idée supérieure de la dignité du suppliant, de celui qui fait appel à la justice.

Il tire aussi de ces « suppliants parallèles » une défense assez vive des études grecques avec le sentiment que, sans elles, sans les humanités en général, quelque chose d'essentiel se perd dans l'humanitaire. Nous renvoyons *cum grano salis* à cette page, qu'on trouvera peut-être excessive dans son expression, et qu'on peut livrer malgré tout à la réflexion : « *Par le triomphe passager de quelques maniaques modernistes et scientistes français, généralement radicaux, quelques socialistes professionnels, toute une culture, tout un monde, une des quatre cultures qui ont fait le monde moderne – il est vrai que ce n'est pas ce qu'ils ont fait de mieux – disparaît tout tranquillement et tout posément sous nos yeux de la face du monde et de la vie de l'humanité* » (1). ☞

1. On peut lire cette défense des humanités menacées dans les *Œuvres en prose* de Péguy (II, p. 374).

Pour la valeur travail

PAR MARTINE VERLHAC

Dans la perspective industrielle dominante, inféodée à la finance, dans laquelle la valeur n'est envisagée que sous l'angle de la « qualité », de la productivité et de la rentabilité, la valeur du travail est reléguée à l'arrière-plan.

CHRISTOPHE DEJOURS

LE CHOIX

Souffrir au travail n'est pas une fatalité
Bayard, 238 p., 19,90 €

C'est sans doute la raison pour laquelle la souffrance au travail, née de la négation du travail vivant à laquelle Christophe Dejours se consacre depuis quarante ans, demeure un point aveugle dans les représentations politiques françaises qui se sont pliées à l'ultralibéralisme accompagnant depuis les années 1980 l'attachement à cette perspective industrielle. Malgré la prise de conscience récente des « risques psycho-sociaux », la volonté politique de combattre les dégâts majeurs du nouveau management du travail,

aussi bien dans les entreprises privées que dans les services publics, paraît inexistante.

Dans ce nouvel ouvrage, Dejours reprend, dans une perspective délibérément pratique, les thèses de ses travaux antérieurs. D'un côté, il s'appuie sur les enquêtes de ses collaborateurs du CNAM (1) qui concernent des interventions en entreprise à la demande de CHSCT (2), de chefs de services, voire des entrepreneurs eux-mêmes, et, de l'autre, considérant le cynisme pour lequel « il n'y a pas d'alternative » à l'éco-



nomie mondialisée, il entend bien poser la responsabilité des politiques qui font de la gestion ultralibérale du travail une nécessité.

La nouvelle démarche de Christophe Dejours n'aurait pu voir le jour sans ses longues observations initiées dans les années 1980 sur la souffrance au travail née des nouveaux rapports de domination dans les entreprises et des paradoxaux phénomènes de servitude volontaire qui les ont accompagnés ; sans le détour théorique majeur qu'a constitué son *Travail vivant* (2009) où est exposé, à la lumière de la psychanalyse, le caractère essentiel du travail pour la subjectivité, et la nature délétère d'un nouveau management. Dans la nouvelle étape de son travail, Dejours divise son propos en deux temps : l'exposé, reposant sur des enquêtes, des dégâts occasionnés au travail par les méthodes de management imposées depuis plus de trente ans ; celui, promis par le titre de l'ouvrage, du choix d'une autre politique possible. Il soutient l'idée d'une émancipation possible par le travail et étudie les conditions nécessaires pour que celui-ci nourrisse un projet de vie en société s'appuyant sur la coopération et la création de valeur. Le passage par les enquêtes permet de formuler le diagnostic sans appel d'une véritable crise de la culture, au sens métapsychologique et moral, à propos de ce qui affecte le travail.

De l'enquête dans un service de réanimation ressortent les effrayants effets du « New Public Management » qui, accentuant la division du travail entre médecins et personnels soignants, pousse à se défausser au lieu de partager les références qui aideraient à partager les risques propres à ce travail. La pression assurantielle, la négation de la matérialité du travail aggravée par la gestion informatique aveugle à la souffrance des soignants confrontés à des injonctions contradictoires, les standards de pratique en décalage avec l'expérience effective, tout concourt à exposer les soignants à l'explosion. La pire est sans doute l'abandon de la pensée mise au service d'une activité qui devrait célébrer la vie. Le recours au mensonge visant à dissimuler les erreurs liées à l'organisation du travail ou aux injonctions relatives à la transplantation d'organes n'est pas une exception. La haine de soi que peuvent entraîner de telles pratiques met en évidence le caractère destructeur d'un travail pourtant destiné à prendre en charge la vulnérabilité. Le travail de réanimation dans de telles conditions montrerait comme un miroir grossissant les mutations à haut risque qui affectent la subjectivité de ceux qui travaillent.

La deuxième enquête dans un centre d'appel dédié à la commercialisation de biens et de services, dans un contexte de réduction de la masse salariale, met en évidence l'évitement de la discussion sur les méthodes d'organisation du travail. La vente à tout prix, s'imposant sur les autres objectifs théoriquement énoncés pour les conseillers, va induire une opposition entre ceux qui acceptent ses injonctions et ceux qui

prétendent choisir le service rendu aux clients. La lutte malsaine des places fondée alors sur une évaluation par les chiffres discutables, la manipulation qu'elle favorise, vont engendrer le doute sur les résultats obtenus.

Certains échappent aux dilemmes ainsi créés par la maladie ou la démission, mais la stratégie défensive voue la plupart à accepter une infantilisation par des jeux qui instituent des challenges doublant subrepticement les injonctions de la productivité comptable. La violence symbolique à l'œuvre occulte la servitude volontaire en un renversement inouï : la souffrance née de l'organisation du travail se change en euphorie en proposant un prêt-à-porter psychique qui voile la violence des échanges, non sans dommages subjectifs.

Dès lors, on est en droit d'émettre, comme le fait Christophe Dejours, une hypothèse métapsychologique : l'aménagement défensif de la subjectivité auquel poussent les dispositifs de l'organisation du travail nous autoriserait-il à constater l'émergence de nouvelles formes de la subjectivité sous l'effet des mutations politique et sociales contemporaines ? La sombre hypothèse freudienne du « malaise dans la culture », qui nous ouvrirait à l'aube des années 1930 sur des abîmes, serait à reprendre à nouveaux frais. On se prend alors à penser que, pour qu'une dégradation du travail concoure à de telles conséquences sur la santé mentale et la structuration subjective, il a fallu que nulle volonté politique ne s'y oppose. Il se peut que la gauche, conformément à l'analyse qu'en fit Bruno Trentin dans *La Cité du travail*, livre auquel Dejours se réfère, ait non seulement abandonné la question du travail vivant ; il se peut même que, l'ayant subordonnée à la conquête du pouvoir et de l'État, elle soit allée jusqu'à favoriser le taylorisme. Et l'on voit bien qu'à obéir au néo-taylorisme aujourd'hui on continue de disqualifier la matérialité du travail et ses conditions d'exercice qui sont pourtant le laboratoire soit de l'émancipation soit de l'aliénation. Dejours, qui ne croit pas aux perspectives d'un « grand soir », propose un autre gouvernement de l'entreprise pour recréer du lien et de la coopération, pour penser une autre manière de créer de la valeur qui s'articulerait à une autre manière de gouverner la cité. Ici intervient le choix d'un autre monde du travail qui permette d'espérer une autre politique.

L'entreprise d'aménagement du territoire qui lui permet, dans une deuxième partie de son livre, de développer cette possibilité doit affronter les nouveaux défis de l'économie servicielle. Son expérience est emblématique des solutions qu'une économie de service qui romprait avec la logique industrielle apporterait aux problèmes du travail. L'instabilité de l'économie de service, dans laquelle le travail doit s'adapter à des besoins toujours en évolution, contraint à une connaissance du travail réel. Les NTIC (3), l'évolution du travail vers des contenus de plus en plus intellectuels, mais

encore la portée économique nouvelle du temps de travail qui doit intégrer, à côté du temps productif, le temps dédié à la régulation ou aux investissements immatériels, tout cela exige l'attention portée au travail de chacun et à la coordination du travail de tous. L'intervention relatée dans cette entreprise ne s'avère positive que parce que les responsables qui l'ont sollicitée prennent en compte cet aspect et qu'un nouveau management, fondé sur la connaissance des situations, la confiance, la coopération, la coordination des intelligences, l'aménagement d'espaces de discussion, ainsi qu'un arbitrage partant de l'écoute des salariés ont remédié à ce qui aurait pu disloquer une entreprise tiraillée par des forces centrifuges.

Il apparaît donc décisif d'opposer à la logique néo-tayloriste une logique servicielle. Christian du Tertre, qui défend une économie fondée sur cette logique pour répondre aux mutations structurelles affectant aujourd'hui les conditions de la création de valeur, émet l'idée que désormais le service comme la productivité dépendent de la coopération et de la capacité des salariés à rapatrier des connaissances acquises dans et hors du lieu de travail. Il s'ensuivrait que les investissements immatériels reposant sur la compétence, la confiance, la santé mentale comme physique, qui impliquent la prise en compte de la subjectivité dont dépendent la créativité et l'engagement, deviennent centrales d'un point de vue économique. Ici les hypothèses de l'économie rejoignent celles de Dejours.

La réforme du travail a ainsi des implications politiques parce qu'elle repose sur la coopération et qu'elle redéfinit l'autorité loin de la domination, qu'elle implique que les entreprises pensent leur intervention selon une mentalité élargie à l'échelle de la cité sur laquelle leurs actions ont un impact. La raison pour laquelle les politiques doivent rompre avec leur ignorance délibérée du travail vivant s'ancre dans cette mentalité qui lie la prise en compte des constructions subjectives à la culture et à la politique. Le livre de Christophe Dejours est donc un livre politique selon lequel la dépolitisation effective dériverait de l'échec du politique à se saisir des questions vives que se posent les citoyens ordinaires, en particulier les questions liées au travail. Le cynisme d'une résignation qui abandonnerait ce champ aux mécanismes d'une économie du laisser-faire a d'ores et déjà des conséquences non seulement sociales mais encore éthiques qui rendent la défection du politique inadmissible. ☞

1. Christophe Deamaegt, Isabelle Gernet, Stéphane LeLay, Duarte Rolo, Florence Spira Chekroun.
2. Comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail.
3. Nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Martine Verlhac a publié *Pour une philosophie du travail* (Alter Books, 2012).